

RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

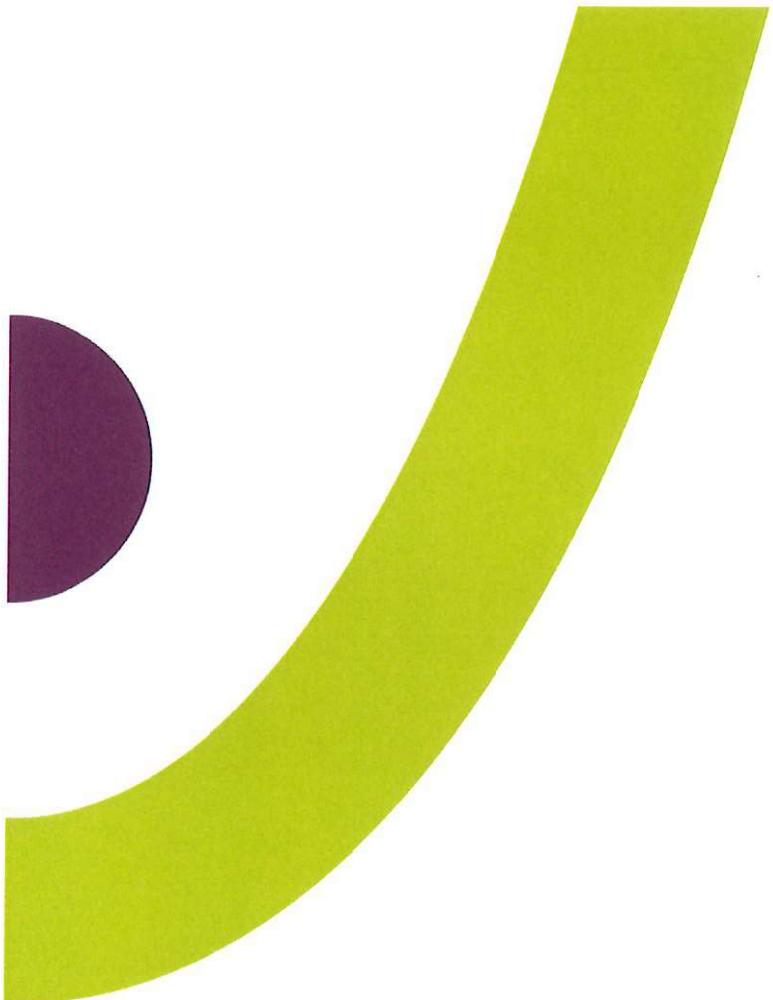
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 00562

Numéro SIREN : 503 365 397

Nom ou dénomination : BATI ARMOR

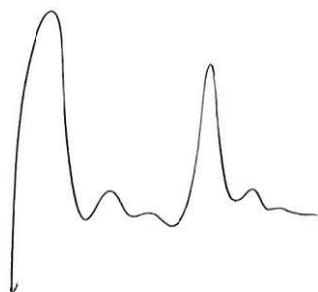
Ce dépôt a été enregistré le 20/09/2021 sous le numéro de dépôt 12644



BATI ARMOR

75 rue de l'Alma
35000 RENNES

COMPTES ANNUELS
du 01/04/2020 au 31/03/2021



hlp 
EXPERTS
ET PASSIONNÉS

Bilan

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2020 au 31/03/2021		Au 31/03/2020	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	51 361	46 697	4 664	6 243
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	903 158	339 226	563 932	574 961
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	25 805		25 805	28 652
Créances rattachées à des participations	399 199		399 199	268 520
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	11 500		11 500	11 500
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 728		1 728	1 150
ACTIF IMMOBILISÉ	1 392 751	385 923	1 006 828	891 025
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production : - De biens				
- De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	631		631	
Créances				
Clients et comptes rattachés	5 066 053		5 066 053	2 742 167
Autres	937 432		937 432	500 518
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Charges constatées d'avance	382 684		382 684	1 937 645
	78 532		78 532	75 146
ACTIF CIRCULANT	6 465 332	385 923	6 465 332	5 255 477
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	7 858 083	385 923	7 472 160	6 146 502

Bilan Passif

		Du 01/04/2020	Du 01/04/2019
		Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Bilan Passif			
Capitaux propres			
Capital social ou individuel	(dont versé)	200 000	200 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport			
Écarts de réévaluation			
Écart d'équivalence			
- Légale		20 000	20 000
- Statutaires ou contractuelles			
Réserves :	- Réglementées		
- Autres		995 811	918 224
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		1 684 119	477 587
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	CAPITAUX PROPRES	2 899 930	1 615 811
Autres fonds propres			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres			
	AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour :	- Risques		
	- Charges		
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes :	- Auprès des établissements de crédit	176 552	178 027
	- Financières diverses	1 036 852	1 225 597
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	- Fournisseurs et comptes rattachés	1 512 788	1 167 507
Dettes :	- Fiscales et sociales	1 713 049	1 096 296
	- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		132 989	92 524
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			770 739
	EMPRUNTS ET DETTES	4 572 231	4 530 691
Écarts de conversion passif			
	TOTAL PASSIF	7 472 160	6 146 502

Compte de résultat

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue :	- De biens			
	- De services	8 729 030		8 729 030
	Chiffre d'affaires net	8 729 030		6 897 966
Production :	- Stockée			
	- Immobilisée			
Subventions d'exploitation reçues			4 667	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			107 411	61 434
Autres produits			22	
		PRODUITS D'EXPLOITATION	8 841 129	6 959 400
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			3 824 433	3 931 303
Impôts, taxes et versements assimilés			80 152	76 555
Salaires et traitements			1 741 320	1 479 309
Charges sociales			775 949	664 418
	- Amortissements sur immobilisations		132 788	114 352
Dotations aux :	- Dépréciations sur immobilisations			
	- Dépréciations sur actif circulant			
	- Provisions pour risques et charges			
Autres charges			9	373
	CHARGES D'EXPLOITATION	6 554 651		6 266 310
* Y compris :	- Redevances de crédit-bail mobilier			
	- Redevances de crédit-bail immobilier			
		RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 286 477	693 090
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			11 468	18 231
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				21
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change			24	300
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	PRODUITS FINANCIERS	11 492		18 552
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			12 609	12 966
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	CHARGES FINANCIÈRES	12 609		12 966
	RÉSULTAT FINANCIER	-1 118		5 586
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	2 285 360		698 676

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 763	
Sur opérations en capital	36 000	39 665
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	PRODUITS EXCEPTIONNELS	39 665
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	6 682	51 820
Sur opérations en capital	12 580	40 890
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	482	
	CHARGES EXCEPTIONNELLES	92 711
	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-53 046
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	620 260	168 043
	TOTAL DES PRODUITS	7 017 617
	TOTAL DES CHARGES	6 540 030
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	1 684 119	477 587

Annexe

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Covid 19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-029 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation des activités de l'entité.

L'entité a bénéficié des divers dispositifs mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'exercice, et a eu recours au chômage partiel.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 de l'entité par le Président, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

Autres évènements significatifs

Le 22 juillet 2020, le Groupe a conclu un accord avec la caisse des dépôts par lequel cette dernière s'engage à acquérir 9 lots, représentants un chiffre d'affaires attendu de 35 844 643 € qui devrait être reconnu sur les périodes 2020,2021,2022 et dont les projets sont portés par les sociétés de gestion Bati Nantes et Bati Armor.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid 19

Compte tenu des événements récents et des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis selon le plan comptable général adopté par le règlement ANC 2014-03, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité, continuité de l'activité,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour être inscrites au bilan, les immobilisations doivent être identifiables, porteuses d'avantages économiques futurs, contrôlées par l'entité et évaluées de façon fiable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements et dépréciation des immobilisations

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Toutefois, l'entité a retenu la durée d'usage en application des mesures de simplification offertes pour les PME. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

● Logiciels	1 à 3 ans,
● Marques	Non amortissable,
● Installations et agencements	5 à 10 ans,
● Installations et agencements St Malo	10 ans,
● Installations et agencement Cellule Cipriani	10 ans,
● Matériel de transport	2 à 5 ans,
● Matériel de bureau et informatique	3 à 6 ans,
● Mobiliers	3 à 10 ans,

L'entité a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires, constitués des droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité, laquelle est déterminée par référence aux capitaux propres, à l'actif net comptable corrigé, à la valeur de rendement et aux perspectives d'évolution générale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie pour l'entité.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques a été inscrit en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

AUTRES INFORMATIONS

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 8 499€ HT.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entité prévoit des/ne prévoit pas d'indemnités de fin de carrière. Il a / n'a pas été signé un accord particulier. Il a/n'a pas été conclu de contrat d'assurance en vue de financer les engagements de retraite. Les engagements correspondant ont/n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite a été effectuée de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,72 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : 2012-2014 de l'INSEE

Les engagements de retraite à la date de clôture de l'exercice ont été évalués à 106 355 €

Effectif moyen

L'effectif moyen salarié du 01/04/2020 au 31/03/2021 s'élève à 31 salariés. Il s'élevait à 25 salariés pour l'exercice clos au 31/03/2020.

Etat des immobilisations, amortissements et dépréciations

Immobilisations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	50 526	1 770	935	51 361
Immobilisations corporelles	854 367	128 625	79 834	903 158
Immobilisations financières	309 821	137 964	9 553	438 232
TOTAL	1 214 714	268 359	90 322	1 392 751

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	44 283	3 349	935	46 697
Immobilisations corporelles	279 406	129 920	70 101	339 226
TOTAL	323 689	133 270	71 036	385 923

Dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL				

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 211	1 634
Emprunts et dettes financières diverses	11 232	11 421
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	139 485	192 358
Dettes fiscales et sociales	261 109	239 037
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	75	15 597
TOTAL	414 112	460 047
Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	2 067 942	861 207
Autres créances	10 183	16 361
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	2 078 126	877 569

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	399 199		399 199
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	1 728		1 728
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	5 066 053	5 066 053	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	251	251	
Impôts sur les bénéfices	61 184	61 184	
Taxe sur la valeur ajoutée	247 698	247 698	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	13 347	13 347	
Groupes et associés	500	500	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	614 451	614 451	
Charges constatées d'avance	78 532	78 532	
TOTAL	6 482 944	6 082 017	400 927

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- À 1 an max. à l'origine - À plus d'1 an à l'origine	2 211 174 342	2 211 79 027	95 315
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	3 215	3 215		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 512 788	1 512 788		
Personnel et comptes rattachés	151 474	151 474		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	170 444	170 444		
Impôts sur les bénéfices	435 570	435 570		
Taxe sur la valeur ajoutée	898 970	898 970		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	56 591	56 591		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	1 033 637	1 033 637		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	132 989	132 989		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 572 231	4 476 916	95 315	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Produits et charges constatés d'avance

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Produits constatés d'avance		
- D'exploitation		770 739
Produits :		
- Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		770 739
Charges constatées d'avance		
- D'exploitation	78 532	75 146
Charges :		
- Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	78 532	75 146

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	20 000	10.00000	200 000
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	20 000	10.00000	200 000

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
- Mobilier	
Crédit-bail :	
- Immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
Engagements par signature	368 500
TOTAL	368 500

Donnée par la BANQUE POPULAIRE : 100 000 €

Donnée par la Banque ARKEA : 268 500 €

BATI ARMOR

Société par actions simplifiée
Au capital de 200 000 euros
Siège social : 75 rue de l'Alma - 35000 RENNES
503 365 397 RCS RENNES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 27 JUILLET 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021 s'élevant à 1 684 118,57 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	1 684 118,57 euros
A titre de dividendes	1 400 000,00 euros
Le solde	284 118,57 euros
En totalité au compte "Autres réserves".	

Le dividende sera mis en paiement au siège social le 15 septembre 2021.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021 non éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 1 400 000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividendes	Eligibles à l'abattement de 40 %	Non éligibles à l'abattement de 40 %
31 mars 2020	400 000,00 euros	Néant	400 000,00 euros
31 mars 2019	850 000,00 euros	Néant	850 000,00 euros
31 mars 2018	850 000,00 euros	Néant	850 000,00 euros

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 27 juillet 2021

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
La Présidente
La Société GROUPE BÂTISSEURS D'AVENIR
Représentée par Monsieur Christophe DESFOSSES



Bati Armor
Exercice clos le 31 mars 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres

Bati Armor

Exercice clos le 31 mars 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Bati Armor,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bati Armor relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-dessous. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 26 juillet 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



François Macé

Matthieu Barreau

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	51 361	46 697	4 664	6 243
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	903 158	339 226	563 932	574 961
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	25 805		25 805	28 652
Créances rattachées à des participations	399 199		399 199	268 520
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	11 500		11 500	11 500
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 728		1 728	1 150
ACTIF IMMOBILISÉ	1 392 751	385 923	1 006 828	891 025
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production : - De biens				
- De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	631		631	
Créances				
Clients et comptes rattachés	5 066 053		5 066 053	2 742 167
Autres	937 432		937 432	500 518
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Charges constatées d'avance	382 684		382 684	1 937 645
	78 532		78 532	75 146
ACTIF CIRCULANT	6 465 332	385 923	6 465 332	5 255 477
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	7 858 083	385 923	7 472 160	6 146 502

Bilan Passif

		Du 01/04/2020	Du 01/04/2019
		Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Bilan Passif			
Capitaux propres			
Capital social ou individuel	(dont versé)	200 000	200 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport			
Écarts de réévaluation			
Écart d'équivalence			
- Légale		20 000	20 000
- Statutaires ou contractuelles			
Réserves :	- Réglementées		
	- Autres	995 811	918 224
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		1 684 119	477 587
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	CAPITAUX PROPRES	2 899 930	1 615 811
Autres fonds propres			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres			
	AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour :	- Risques		
	- Charges		
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes :	- Auprès des établissements de crédit	176 552	178 027
	- Financières diverses	1 036 852	1 225 597
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	- Fournisseurs et comptes rattachés	1 512 788	1 167 507
Dettes :	- Fiscales et sociales	1 713 049	1 096 296
	- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		132 989	92 524
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			770 739
	EMPRUNTS ET DETTES	4 572 231	4 530 691
Écarts de conversion passif			
	TOTAL PASSIF	7 472 160	6 146 502

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue :	- De biens - De services	8 729 030	8 729 030	6 897 966
Chiffre d'affaires net	8 729 030		8 729 030	6 897 966
Production :	- Stockée - Immobilisée			
Subventions d'exploitation reçues			4 667	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			107 411	61 434
Autres produits			22	
		PRODUITS D'EXPLOITATION	8 841 129	6 959 400
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			3 824 433	3 931 303
Impôts, taxes et versements assimilés			80 152	76 555
Salaires et traitements			1 741 320	1 479 309
Charges sociales			775 949	664 418
- Amortissements sur immobilisations			132 788	114 352
- Dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux :	- Dépréciations sur actif circulant - Provisions pour risques et charges			
Autres charges			9	373
* Y compris :	- Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier		CHARGES D'EXPLOITATION	6 554 651
				6 266 310
		RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 286 477	693 090
Produits financiers				
Produits financiers de participation			11 468	18 231
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				21
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change			24	300
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		PRODUITS FINANCIERS	11 492	18 552
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			12 609	12 966
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		CHARGES FINANCIÈRES	12 609	12 966
		RÉSULTAT FINANCIER	-1 118	5 586
		RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	2 285 360	698 676

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 763	
Sur opérations en capital	36 000	39 665
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	PRODUITS EXCEPTIONNELS	39 665
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	6 682	51 820
Sur opérations en capital	12 580	40 890
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	482	
	CHARGES EXCEPTIONNELLES	92 711
	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-53 046
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	620 260	168 043
	TOTAL DES PRODUITS	7 017 617
	TOTAL DES CHARGES	6 540 030
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	1 684 119	477 587

Annexe

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Covid 19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-029 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation des activités de l'entité.

L'entité a bénéficié des divers dispositifs mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'exercice, et a eu recours au chômage partiel.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 de l'entité par le Président, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

Autres évènements significatifs

Le 22 juillet 2020, le Groupe a conclu un accord avec la caisse des dépôts par lequel cette dernière s'engage à acquérir 9 lots, représentants un chiffre d'affaires attendu de 35 844 643 € qui devrait être reconnu sur les périodes subséquentes et dont les projets sont portés par la société Bati Armor.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid 19

Compte tenu des événements récents et des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis selon le plan comptable général adopté par le règlement ANC 2014-03, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité, continuité de l'activité,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour être inscrites au bilan, les immobilisations doivent être identifiables, porteuses d'avantages économiques futurs, contrôlées par l'entité et évaluées de façon fiable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements et dépréciation des immobilisations

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Toutefois, l'entité a retenu la durée d'usage en application des mesures de simplification offertes pour les PME. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

• Logiciels	1 à 3 ans,
• Marques	Non amortissable,
• Installations et agencements	5 à 10 ans,
• Installations et agencements St Malo	10 ans,
• Installations et agencement Cellule Cipriani	10 ans,
• Matériel de transport	2 à 5 ans,
• Matériel de bureau et informatique	3 à 6 ans,
• Mobiliers	3 à 10 ans,

L'entité a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires, constitués des droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité, laquelle est déterminée par référence aux capitaux propres, à l'actif net comptable corrigé, à la valeur de rendement et aux perspectives d'évolution générale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie pour l'entité.

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques a été inscrit en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

AUTRES INFORMATIONS

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 8 499€ HT.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entité prévoit des/ne prévoit pas d'indemnités de fin de carrière. Il a / n'a pas été signé un accord particulier. Il a/n'a pas été conclu de contrat d'assurance en vue de financer les engagements de retraite. Les engagements correspondant ont/n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite a été effectuée de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,72 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : 2012-2014 de l'INSEE

Les engagements de retraite à la date de clôture de l'exercice ont été évalués à 106 355 €

Effectif moyen

L'effectif moyen salarié du 01/04/2020 au 31/03/2021 s'élève à 31 salariés. Il s'élevait à 25 salariés pour l'exercice clos au 31/03/2020.

Etat des immobilisations, amortissements et dépréciations

Immobilisations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	50 526	1 770	935	51 361
Immobilisations corporelles	854 367	128 625	79 834	903 158
Immobilisations financières	309 821	137 964	9 553	438 232
TOTAL	1 214 714	268 359	90 322	1 392 751

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	44 283	3 349	935	46 697
Immobilisations corporelles	279 406	129 920	70 101	339 226
TOTAL	323 689	133 270	71 036	385 923

Dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL				

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 211	1 634
Emprunts et dettes financières diverses	11 232	11 421
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	139 485	192 358
Dettes fiscales et sociales	261 109	239 037
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	75	15 597
TOTAL	414 112	460 047
<hr/>		
Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	2 067 942	861 207
Autres créances	10 183	16 361
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	2 078 126	877 569

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	399 199		399 199
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	1 728		1 728
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	5 066 053	5 066 053	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	251	251	
Impôts sur les bénéfices	61 184	61 184	
Taxe sur la valeur ajoutée	247 698	247 698	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	13 347	13 347	
Groupes et associés	500	500	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	614 451	614 451	
Charges constatées d'avance	78 532	78 532	
TOTAL	6 482 944	6 082 017	400 927

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- À 1 an max. à l'origine - À plus d'1 an à l'origine	2 211 174 342	2 211 79 027	95 315
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)		3 215	3 215	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 512 788	1 512 788		
Personnel et comptes rattachés	151 474	151 474		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	170 444	170 444		
Impôts sur les bénéfices	435 570	435 570		
Taxe sur la valeur ajoutée	898 970	898 970		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	56 591	56 591		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	1 033 637	1 033 637		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	132 989	132 989		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 572 231	4 476 916	95 315	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Produits et charges constatés d'avance

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Produits constatés d'avance		
- D'exploitation		770 739
Produits :		
- Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		770 739
Charges constatées d'avance		
- D'exploitation	78 532	75 146
Charges :		
- Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	78 532	75 146

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	20 000	10.00000	200 000
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	20 000	10.00000	200 000

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
- Mobilier	
Crédit-bail :	
- Immobilier	
Autres engagements	
	TOTAL

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
Engagements par signature	368 500
	TOTAL

Donnée par la BANQUE POPULAIRE : 100 000 €

Donnée par la Banque ARKEA : 268 500 €